



Numéro PPQ/

mardi 13 juin 2017

Les grands titres:

- Afrique centrale : les tensions politiques persistent, entravant les progrès vers la paix, selon l'envoyé de l'ONU
- Journée de sensibilisation à l'albinisme : une experte de l'ONU juge crucial le plan d'action africain
- Le HCR et la Fondation du FC Barcelone lancent une campagne d'aide aux enfants réfugiés
- Le conflit en Ukraine entre dans sa quatrième année, sans issue en vue, selon l'ONU
- L'action antimines est cruciale pour la réussite des mandats de paix de l'ONU
- L'UNESCO accorde des bourses à des jeunes chercheurs pour encourager les travaux sur la biodiversité
- En Asie centrale, le chef de l'ONU plaide en faveur de mesures intelligentes pour lutter contre l'extrémisme violent

Afrique centrale : les tensions politiques persistent, entravant les progrès vers la paix, selon l'envoyé de l'ONU



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, François Lounceny Fall, s'adresse au Conseil de sécurité. Photo ONU/Eskinder Debebe

13 juin - Les tensions politiques persistent dans certains pays d'Afrique centrale, « principalement liées à des processus électoraux récents ou à venir », a expliqué mardi au Conseil de sécurité le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), François Lounceny Fall.

M. Fall présentait le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et sur les activités entreprises par le Bureau depuis la fin du mois de novembre 2016.

Depuis son dernier briefing, a-t-il relevé, les tensions continues ont entravé le progrès vers la consolidation de l'état de droit, la paix et le développement, et ont constitué une menace pour les droits de l'homme, notamment les libertés d'expression et de rassemblement, alors que l'espace politique continue de se rétrécir.

Au Gabon, le dialogue national, qui s'est tenu du 29 mars au 25 mai, a produit une série de recommandations, notamment sur les réformes institutionnelles et électorales.

Au Cameroun, a poursuivi le Représentant spécial, les tensions semblent s'apaiser progressivement suite aux mesures annoncées par le Gouvernement pour répondre aux revendications formulées par des avocats et des enseignants dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest. Après trois mois d'interruption, Internet a été restauré dans ces régions. Il s'est toutefois inquiété de la détention de 24 civils, dont trois dirigeants du mouvement Anglophone.

Par ailleurs, en République du Congo, où M. Fall s'est rendu la semaine dernière, les tensions liées à l'élection présidentielle de mars 2016 et la crise qui a suivi dans la région du Pool entre le gouvernement et l'opposition ont continué de



s'envenimer.

En République centrafricaine (RCA), le Secrétaire général a lancé un plan d'action pour répondre à la récente flambée de violence dans le sud-est du pays. Le BRENUAC, a-t-il assuré, collaborera étroitement avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) pour revitaliser le processus de paix.

Les activités de Boko Haram ont sapé le développement et exacerbé les difficultés économiques dans la région du bassin du lac Tchad, a poursuivi le Représentant spécial. En dépit des progrès militaires réalisés par la Force multinationale mixte (FMM), le groupe terroriste continue de menacer la stabilité régionale. Le mois dernier, deux équipes du BRENUAC se sont rendues au Tchad et au Cameroun afin d'évaluer l'impact de Boko Haram sur la population.

Il ne faut pas sous-estimer la menace posée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), a également averti M. Fall, d'autant plus que l'Ouganda et le Soudan du Sud se sont retirés de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine après le retrait des Forces spéciales des Etats-Unis. Il s'est inquiété de l'impact de ce retrait qui va créer « un vide sécuritaire » que la LRA et d'autres groupes armés dans la région pourraient exploiter. La MINUSCA n'est pas mandatée pour mener des opérations militaires contre la LRA et les Forces armées centrafricaines ont encore besoin d'être formées, a-t-il souligné.

La 44ème réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, qui s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 29 mai au 2 juin, a évalué la situation en matière de paix et de sécurité dans la sous-région, a ensuite informé le Chef du BRENUAC. Dans leur déclaration, les membres du Comité ont préconisé un certain nombre de mesures relatives aux méthodes de travail du Bureau, dont un renforcement des synergies avec la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Il a aussi salué l'entrée en vigueur, le 8 mars, de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage - aussi appelée « Convention de Kinshasa ».

Journée de sensibilisation à l'albinisme : une experte de l'ONU juge crucial le plan d'action africain



Les enfants atteints d'albinisme sont souvent victimes de discriminations en Afrique. Photo UNICEF Mozambique/Sergio Fernandez

13 juin - Soulignant l'importance de la coopération entre les pays pour surmonter la violence et la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes atteintes d'albinisme, une experte de l'ONU a exhorté mardi les pays africains à mettre pleinement en œuvre leur plan d'action régional pour mettre fin aux attaques contre ces personnes.

« Le plan définit clairement ce que les États peuvent faire - par exemple, éduquer le public, recueillir des données et rechercher les causes profondes de cette violence », a déclaré l'Experte indépendante des Nations Unies sur les droits humains des personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero, dans un message pour la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme.

Le plan d'action régional visant à mettre fin aux attaques contre les personnes atteintes d'albinisme en Afrique - la toute première initiative conjointe - a récemment été approuvé par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Il comprend 15 étapes pratiques qui devraient permettre de s'attaquer à ce problème persistant et mortel.

« La coopération internationale est importante dans la longue bataille pour mettre fin à la discrimination visant les personnes atteintes d'albinisme, dont certaines continuent d'être assassinées pour des parties de leurs corps », a ajouté Mme Ero.

AUDIO: Le musicien malien Salif Kéita, explique son combat en faveur des personnes atteintes d'albinisme. *Crédit: MIKADO FM.*

Selon un communiqué de presse publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le plan d'action vise à s'assurer que les responsables soient poursuivis, que les victimes soient soutenues et que les cadres juridiques et politiques soient utilisés pour dissuader les pratiques de sorcellerie et de trafic de parties du corps humain.

Les personnes atteintes d'albinisme sont également confrontées à des obstacles importants qui limitent leur participation à pied d'égalité au sein de la société. Cela a un impact sur leur droit à la santé physique et mentale et leur capacité à accéder à des soins de santé, à l'éducation, aux services sociaux, à la protection juridique et à des réparations adéquates pour les abus subis.

En particulier, les femmes et les enfants font face à la violence, souffrent de discrimination, de stigmatisation et d'exclusion sociale, les marginalisant au sein de leur communauté et faisant face à une exclusion sociale causée par des incompréhensions, des préjugés profondément ancrés et des stéréotypes.

« Nous ne pouvons pas baisser les bras avant d'avoir constaté un changement dans la vie des gens », a déclaré l'experte de l'ONU, qui a appelé tous les intéressés à persévérer pour s'assurer que toutes les personnes atteintes d'albinisme jouissent de leurs droits humains.

Le HCR et la Fondation du FC Barcelone lancent une campagne d'aide aux enfants réfugiés



Ballons de football. Photo OSCE

13 juin - La Fondation du FC Barcelone et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont annoncé mardi le lancement d'une vaste campagne conjointe destinée à mobiliser un soutien pour les enfants réfugiés. Lancée avec l'appui des joueurs vedettes de ce club de football, la campagne #SignAndPass signe le démarrage d'une importante coopération entre les deux organisations.

Lionel Messi et Neymar Junior ont été les premiers joueurs du FC Barcelone à s'engager en faveur des réfugiés et à soutenir la campagne dans une vidéo exclusive.

« Je suis fier de prendre part à cette importante initiative en faveur des réfugiés et j'espère qu'elle contribuera à améliorer la situation dramatique des millions d'enfants réfugiés dans le monde. Signez et faites passer ! », a déclaré Lionel Messi.

La campagne « Signez et faites passer » s'inspire de la célèbre philosophie de jeu du FC Barcelone – une touche, une passe – à l'origine de ses récents succès. Les supporters peuvent signer numériquement un ballon de football en ligne et le passer à leurs amis via les réseaux sociaux.

En signant le ballon, les supporters ajoutent leur nom à la pétition #Aveclesréfugiés du HCR qui appelle les gouvernements à travers le monde et les citoyens à s'assurer que tous les réfugiés puissent vivre dans un endroit sûr, recevoir une éducation et travailler pour subvenir aux besoins de leur famille.

En témoignage de leur partenariat dynamique, la Fondation du FC Barcelone et le HCR organisent ce jour un forum international pour faire connaître la situation des réfugiés dans le monde, notamment celle des enfants, et montrer comment le sport peut favoriser leur intégration et devenir un remarquable outil de transformation sociale.

Coprésidée par Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et Josep Maria Bartomeu, le Président du FC Barcelone, cette manifestation a aussi pour but de rallier le soutien des acteurs de la société civile, notamment les agences humanitaires et les organisations sportives, ainsi que des organisations commerciales, technologiques et culturelles.

« L'amour du sport n'a pas son pareil pour rassembler les individus. La passion et l'acceptation engendrées par le jeu et le soutien à une équipe dissout les différences. J'espère que cette relation forte avec la Fondation du FC Barcelone impulsera une considérable amélioration de l'existence de millions d'enfants réfugiés et contribuera à rassembler les communautés », a indiqué Filippo Grandi.

Selon Josep Maria Bartomeu, Président de la Fondation du FC Barcelone, « c'est l'un des plus graves problèmes auquel le monde a été confronté durant les dernières décennies. Avec plus de 21 millions de réfugiés dont plus de la moitié sont des enfants, nous pensons qu'il est de notre devoir d'utiliser le sport pour faire évoluer les choses au plan social. Cette alliance avec le HCR n'a pas seulement pour but de lancer une campagne mondiale, sans parler des projets menés sur le terrain. Nous voulons aussi faire des émules et encourager d'autres entités et entreprises à s'engager et à participer à des actions telles que celle-ci ».

La Fondation du FC Barcelone a également annoncé que le programme FutbolNet sera offert à compter de juillet dans les centres de réception des réfugiés en Grèce, en Italie et au Liban.

Ce programme s'appuie sur le sport pour améliorer les compétences sociales, prévenir et résoudre les conflits entre les enfants et les adolescents réfugiés, promouvoir leur bien-être émotionnel et faciliter leur inclusion sociale dans les pays hôtes.

En outre, un « kit sportif » élaboré avec l'aide du Pôle Innovation de la Fondation du FC Barcelone sera bientôt testé sur le terrain dans différentes opérations. Il comprend des équipements sportifs d'un design innovant ainsi que des consignes d'application dans les sites d'accueil de réfugiés du monde entier, quels que soient la culture, le climat ou l'environnement.

Le conflit en Ukraine entre dans sa quatrième année, sans issue en vue, selon l'ONU



Un abri souterrain dans une école du village de Hranitne, situé le long de la ligne de contact qui divise les zones contrôlées par le gouvernement et celles qui ne le sont pas, dans l'est de l'Ukraine. Photo UNICEF/Kozalov

13 juin - Les parties au conflit armé dans l'est de l'Ukraine ont échoué à plusieurs reprises à mettre en œuvre les accords de cessez-le-feu, ce qui a entraîné une intensification des hostilités et davantage de victimes alors que le conflit entre dans sa quatrième année, selon un rapport de l'ONU publié mardi.

Le rapport couvre la période du 16 février au 15 mai 2017, au cours de laquelle la Mission de surveillance des droits de l'homme de l'ONU en Ukraine a enregistré 36 morts parmi les civils liés au conflit et 157 blessés, soit une augmentation de 48% par rapport à la période allant du 16 novembre 2016 au 15 février 2017.

Il y a eu des violations quotidiennes du cessez-le-feu et une utilisation

systematique d'armes de petit calibre et d'armes légères et lourdes dans la zone de conflit.

Ces attaques et les dommages causés aux infrastructures critiques, notamment les écoles, les hôpitaux et les installations d'eau, soulèvent de sérieuses inquiétudes concernant la protection des civils, note le rapport. Selon l'ONU, il y a un risque de nouvelle escalade des affrontements à l'approche de l'été comme les années précédentes.

Entre le début du conflit mi-avril 2014 et le 15 mai 2017, au moins 10.090 personnes, dont 2.777 civils, ont été tuées et au moins 23.966 autres blessées. Plus de 1,6 million de personnes ont fui leurs maisons et sont déplacées, tandis que trois millions d'autres sont restées dans le territoire contrôlé par les groupes armés.

Dans son rapport, l'ONU s'inquiète de l'aggravation des privations dans l'est du pays, notamment suite à de nouvelles procédures bureaucratiques pour les retraités.

L'interdiction par le gouvernement ukrainien concernant le transport de marchandises, notamment le charbon et les produits métalliques, à travers la ligne de contact, ainsi que la saisie de 54 entreprises par les groupes armés dans les zones sous leur contrôle, peuvent avoir un impact significatif sur les droits de l'homme, ajoute le rapport.

Le document contient de nouveaux cas de personnes illégalement ou arbitrairement privées de liberté ou soumises à des disparitions forcées et à des enlèvements, en particulier dans le territoire contrôlé par les groupes armés. Dans plusieurs cas, les familles des victimes n'ont pas accès aux personnes détenues et ne savent pas où elles se trouvent.

L'ONU note également que la pratique de la torture persiste, avec de nouveaux incidents signalés des deux côtés de la ligne de contact.

La Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine a par ailleurs observé des violations systématiques du droit à un procès équitable concernant des cas liés au conflit. Le rapport note aussi qu'il semble y avoir une approche sélective concernant les enquêtes et les poursuites dans des affaires médiatisées, comme les meurtres de manifestants à Maidan et les violences du 2 mai 2014 à Odessa.

L'action antimines est cruciale pour la réussite des mandats de paix de l'ONU



Des munitions non explosées en cours de déminage dans et autour de la région de Goma-Kibati, en République démocratique du Congo (RDC). Photo ONU/Sylvain Liechti

13 juin - La réduction des menaces posées par les mines terrestres et d'autres restes explosifs de guerre est essentielle au succès des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, ainsi qu'à la fourniture d'une assistance humanitaire, au retour des personnes déplacées et au développement durable, a déclaré mardi un haut responsable de l'ONU devant le Conseil de sécurité.

« Une paix sans déminage est une paix incomplète », a dit le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix chargé de l'état de droit et des institutions de sécurité, Alexander Zuev, lors d'un exposé devant les membres du

Conseil.

Selon lui, le déminage donne de bons résultats même dans les environnements opérationnels les plus difficiles.

Composante intégrée des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, le déminage est essentiel à la sécurité et à la mobilité du personnel en mission, tout autant que pour les populations civiles locales, a poursuivi le Sous-Secrétaire général. Il a ensuite brièvement cité quelques exemples de la manière dont les soldats de la paix relèvent ce défi au Mali, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, en Iraq ou encore en Colombie.

Le débat de ce jour nous rappelle qu'il est important de prendre en compte l'action antimines dès la conception des opérations de maintien de la paix, ainsi que lors de leur renouvellement, a poursuivi M. Zuev. Il a replacé l'action antimines dans le cadre de la réforme de l'architecture de paix et de sécurité et des partenariats qu'elle implique avec les États, les organisations régionales et la société civile.

La destruction des mines, des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés représente aussi un élément de prévention de futurs conflits car elle empêche le « recyclage » des matériaux explosifs, a encore précisé le Sous-Secrétaire général. Il a encore vanté l'utilité des opérations antimines en relevant qu'elles permettent de rétablir la confiance et de consolider la paix, comme le montre l'exemple de la Colombie.

M. Zuev a ensuite souligné le rôle de coordination que joue le Service de la lutte antimines. Ce service suit les normes internationales de l'action antimine et coordonne l'élaboration des futures normes des Nations Unies sur les engins explosifs improvisés, qui doivent être prochainement présentées à l'Assemblée générale. Le Service joue ainsi un rôle essentiel pour les pays fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix, a conclu le Sous-Secrétaire général.

L'UNESCO accorde des bourses à des jeunes chercheurs pour encourager les travaux sur la biodiversité



Photo PNUE GRID Arenda/Peter Prokosch

13 juin - Les lauréats 2017 des bourses l'Homme et la biosphère pour les jeunes scientifiques et de la bourse Michel Batisse ont été annoncés par le Conseil international de coordination du programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réuni à Paris (France) du 12 au 15 juin.

Depuis 1989, le programme l'Homme et la biosphère accorde chaque année à des jeunes scientifiques des bourses pouvant aller jusqu'à 5 000 dollars, afin d'encourager de jeunes chercheurs à entreprendre des travaux sur les écosystèmes, les ressources naturelles et la biodiversité.

Les sept lauréats 2017 des bourses pour les jeunes scientifiques et leurs projets sont :

Isma Merad (Algérie) : Impact des activités anthropiques sur le lac El Mellah (El Kala, Algérie): évaluation de sa santé à travers une espèce sentinelle : *Cerastoderma glaucum* (Mollusca, Bivalvia)

Stella Marlène B. F.Sokpon (Bénin) : Implication des populations locales dans l'écotourisme et attitudes face à la conservation dans la réserve de biosphère de la Pendjari.

Marie Florence Sandrine Ngo Ngwe (Cameroun) : Caractérisation génétique et biochimique des arbres forestiers autour de la réserve de biosphère du Dja-Cameroun pour une meilleure connaissance et conservation de sa biodiversité.



Amirhosein Mosavi (Hongrie) : Contrôle et évaluation de la durabilité dans les réserves de biosphères grâce à l'utilisation de modèles commerciaux durables.

Luiza Abdurasulova (Kazakhstan): L'étude de la diversité, surveillance et gestion des insectes de la réserve de biosphère de Karatau.

Eduardo Luna Sanchez (Mexique) : Études de cas d'organisations qui mettent en œuvre des projets de gestion des ressources naturelles dans la réserve de biosphère de Sierra Gorda.

Adeeb Hayyan (Malaisie) : Les propriétés physico-chimiques et la toxicité cellulaire des graines d'huile végétale disponibles dans la réserve de biosphère de Tasik Chini comme solution alternative pour les huiles naturelles conventionnelles utilisées dans l'industrie pharmaceutique et alimentaire

La bourse Michel Batisse - dotée de 6000 dollars et décernée à une étude de cas portant sur la gestion de réserve de biosphère - est attribuée à Vladimira Fabriciusova (Slovaquie), coordinatrice de la Réserve de biosphère de Polana (Slovaquie), pour son étude de cas sur le thème « Réserve de biosphère : une opportunité pour les hommes et la nature ».

Les réserves de biosphère sont des sites qui font preuve d'approches innovantes en matière de conservation, de sciences écologiques et de développement durable et qui sont reconnus comme tels par le programme l'Homme et la biosphère.

En Asie centrale, le chef de l'ONU plaide en faveur de mesures intelligentes pour lutter contre l'extrémisme violent



Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, à Achgabat, au Turkménistan.
Photo ONU

13 juin - Participant à un dialogue de haut niveau sur la mise en œuvre de la Stratégie de l'ONU de lutte contre le terrorisme en Asie centrale, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a plaidé mardi en faveur de mesures intelligentes pour combattre l'extrémisme violent.

« Alors que la menace de l'extrémisme violent se répand à travers le monde, il est essentiel de veiller à ce que les tentatives visant à prévenir ou à freiner cet extrémisme violent n'échouent pas. Cela signifie que nous avons besoin de politiques qui ne sont pas seulement fortes, mais intelligentes », a déclaré M. Guterres lors de ce dialogue de haut niveau se déroulant à Achgabat, au Turkménistan.

« Les politiques qui restreignent les droits de l'homme ne font qu'aliéner les communautés religieuses et ethniques, qui seraient normalement intéressées à combattre l'extrémisme. En conséquence, de telles politiques pourraient effectivement pousser les gens dans les bras des terroristes », a-t-il ajouté.

Selon M. Guterres, il est donc absolument essentiel de veiller à ce que les initiatives visant à prévenir et à réduire l'extrémisme violent soient pleinement conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. « Nos efforts doivent englober tous les segments de la société, en particulier les personnes qui subissent une discrimination et une marginalisation structurelles », a-t-il dit.

S'agissant de l'Asie centrale, le chef de l'ONU a noté que la région avait été largement épargnée par les attaques terroristes massives mais que les organisations extrémistes cherchaient activement à recruter des citoyens d'Asie centrale.

« La présence de ces combattants dans les rangs de mouvements terroristes et extrémistes, y compris en Afghanistan et au Moyen-Orient, constitue une menace non

seulement à l'échelle internationale, mais aussi dans les pays d'origine de ces combattants », a ajouté M. Guterres.

Le Secrétaire général rappelé qu'en novembre 2011, les cinq pays d'Asie centrale ont adopté la Déclaration d'Ashgabat et un Plan d'action conjoint pour la mise en oeuvre de la Stratégie de l'ONU de lutte contre le terrorisme en Asie centrale.

« C'était la première initiative régionale de ce genre », a-t-il souligné. « Ce plan d'action est devenu un exemple pour les autres pays dans le monde et une démonstration remarquable d'action collective, de leadership et de volonté politique ».

Le chef de l'ONU a félicité les pays d'Asie centrale pour les progrès réalisés ces dernières années et les a encouragés à intensifier leurs efforts, en conformité avec la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.